

DCG 5

ÉCONOMIE CONTEMPORAINE

3^e édition

Sébastien Castaing

Docteur en sciences de gestion
Professeur agrégé d'économie et gestion

Léo Charles

Maître de conférences en sciences économiques

Josiane Coquet

Agrégée d'économie et gestion
Membre des jurys d'examen

Carine Kurowska

Agrégée d'économie et gestion
Membre des jurys d'examen

en partenariat avec


DUNOD
leader de l'expertise comptable


EDITIONS
FRANCIS LEFEBVRE

Crédits iconographiques

p. 24 : © earnings by Gregor Cresnar from the Noun Project ; © loan by Mello from the Noun Project ; © taxes by MHD AZMI DWIPRANATA from the Noun Project ; © inflation by Arunkumar from the Noun Project ; © cycle by Kero from the Noun Project ; p. 204 © Larousse ; p. 219 (de haut en bas) : © Europe by Jolan Soens from the Noun Project ; © Podium by Prettycons from the Noun Project ; © Justice by Gregor Cresnar from the Noun Project ; p. 290 (de haut en bas) : © world by Guilherme Furtado from the Noun Project ; © Panda Icons from the Noun Project ; p. 317 : © retrenchment by Gan Khoon Lay from the Noun Project ; p. 331 : © JDN-Statista.

Maquette de couverture et maquette intérieure :
Yves Tremblay

<p>Le pictogramme qui figure ci-contre mérite une explication. Son objet est d'alerter le lecteur sur la menace que représente pour l'avenir de l'écrit, particulièrement dans le domaine de l'édition technique et universitaire, le développement massif du photocopillage.</p> <p>Le Code de la propriété intellectuelle du 1^{er} juillet 1992 interdit en effet expressément la photocopie à usage collectif sans autorisation des ayants droit. Or, cette pratique s'est généralisée dans les établissements</p>	 <p>DANGER LE PHOTOCOPIAGE TUE LE LIVRE</p>	<p>d'enseignement supérieur, provoquant une baisse brutale des achats de livres et de revues, au point que la possibilité même pour les auteurs de créer des œuvres nouvelles et de les faire éditer correctement est aujourd'hui menacée.</p> <p>Nous rappelons donc que toute reproduction, partielle ou totale, de la présente publication est interdite sans autorisation de l'auteur, de son éditeur ou du Centre français d'exploitation du droit de copie (CFC, 20, rue des Grands-Augustins, 75006 Paris).</p>
--	---	--

Les liens proposés tout au long de ce livre sont des compléments d'information. Vous pouvez soit flasher les QR-codes, soit copier-coller les URL raccourcies dans votre navigateur. Ces liens resteront valables durant toute la période de commercialisation de l'ouvrage. Toutefois, nous ne pouvons en garantir la pérennité dans la mesure où les pages auxquelles ils renvoient sont la propriété des sites qui les hébergent.

© Dunod, 2023
11 rue Paul Bert, 92240 Malakoff
www.dunod.com

ISBN 978-2-10-085087-7

Le Code de la propriété intellectuelle n'autorisant, aux termes de l'article L. 122-5, 2° et 3° a), d'une part, que les « copies ou reproductions strictement réservées à l'usage privé du copiste et non destinées à une utilisation collective » et, d'autre part, que les analyses et les courtes citations dans un but d'exemple et d'illustration, « toute représentation ou reproduction intégrale ou partielle faite sans le consentement de l'auteur ou de ses ayants droit ou ayants cause est illicite » (art. L. 122-4).

Cette représentation ou reproduction, par quelque procédé que ce soit, constituerait donc une contrefaçon sanctionnée par les articles L. 335-2 et suivants du Code de la propriété intellectuelle.

SOMMAIRE

Mode d'emploi	III
Programme	VI
Avant-propos	XV
Rendez-vous Méthode 1. Exploiter un tableau, un graphique ou des données chiffrées	XVII
Rendez-vous Méthode 2. Rédiger une dissertation et répondre à une question problématisée	XVIII
Partie 1 Fondements et finalités de l'activité économique	
Chapitre 1 Grands principes de la science économique	1
Chapitre 2 Agents économiques et interactions	16
Chapitre 3 Création de richesse par l'activité économique	45
Partie 2 Fonctionnement de l'économie de marché	
Chapitre 4 Grands principes de l'économie de marché.....	78
Chapitre 5 Complémentarité entre État et marché	96
Partie 3 Contributions des acteurs financiers à l'activité économique	
Chapitre 6 Financement des agents économiques	123
Chapitre 7 Rôle des banques et des marchés financiers	146
Partie 4 Régulation publique en économie de marché	
Chapitre 8 Place et rôle de l'État dans une économie de marché	179
Chapitre 9 Intervention économique de l'État	198
Chapitre 10 Politique économique au sein de l'UE	213
Partie 5 Croissance économique : origines et enjeux	
Chapitre 11 Croissance et développement : formes et finalités	236
Chapitre 12 Potentiel de croissance économique	255
Chapitre 13 Croissance économique et développement durable	275
Chapitre 14 Ouverture internationale et croissance économique	289
Partie 6 Déséquilibres sociaux : explications et enjeux	
Chapitre 15 Déséquilibres du marché du travail	320
Chapitre 16 Politiques publiques et marché du travail	341
Chapitre 17 Inégalités sociales et pauvreté	357
Chapitre 18 Redistribution des revenus	380
Sujet type d'examen	414
Corrigé du sujet type d'examen	429
QCM et quiz : corrigé	437
Index thématique.....	439
Index des auteurs.....	441

Mode d'emploi

Tout le programme

Approfondissements

CHAPITRE 4 L'organisation judiciaire

PROGRAMME

Compétences attendues

- Distinguer les différentes juridictions nationales et européennes et déterminer leurs compétences
- Déterminer la juridiction compétente dans un litige donné
- Vérifier les conditions de recevabilité de l'action en justice
- Déterminer les voies de recours possibles dans une situation juridique donnée
- Vérifier le respect des principes directeurs du procès énoncés dans le Code de procédure civile et dans la Convention européenne des droits de l'homme
- Identifier les rôles respectifs des magistrats du siège et du ministère public

Savoirs associés

- Les ordres administratif et judiciaire
- Les principales juridictions nationales et européennes
- Les degrés de juridictions
- La compétence matérielle et territoriale d'une juridiction
- Les conditions de recevabilité de l'action en justice
- Les notions de prescription et forclusion
- Les voies de recours possibles en fonction d'une décision de justice
- Les principes directeurs du droit commun du procès français et européen
- Le personnel de justice

PLAN DU CHAPITRE

COURS : 1. Les principes directeurs du procès • 2. Les compétences des juridictions • 3. Les juridictions européennes • 4. Les juridictions nationales • 5. Le personnel de justice • 6. L'action en justice • 7. Les voies de recours

DES SAVOIRS AUX COMPÉTENCES : Évaluer les savoirs • Maîtriser les compétences • Préparer l'épreuve

SYNTHÈSE

La justice, ce sont des millions de décisions rendues chaque année au sein de juridictions par le personnel de justice. L'action en justice repose sur des principes qui relèvent du droit européen comme du droit national. Le justiciable a recours à un tribunal pour faire reconnaître un droit contesté ou tout fait dont il s'estime victime. Cette procédure est mise en œuvre selon une procédure établie, ponctuée par un jugement qui peut être contesté.

MOTS-CLÉS

Appel • Compétence matérielle • Compétence territoriale • Forclusion • Instance • Juridictions • Litige • Pourvoi • Prescription • Recours

Mise en contexte

Partie 1 Introduction générale au droit

B Le Tribunal

Après avoir étudié les juridictions européennes

Juge de première instance, également domicilié à Luxembourg, le Tribunal tranche les litiges qui portent sur le droit européen. Il peut être saisi par toute personne physique et morale, ressortissant d'un État membre. Il est composé d'au moins un juge désigné par chaque État membre. Ses décisions sont susceptibles de pourvoi devant la CJUE. L'application du droit de l'Union ne relève pas uniquement des juridictions de l'UE : les cours et tribunaux des États membres doivent eux aussi appliquer ce droit.

FOCUS

Le cas particulier de la Cour européenne des droits de l'Homme (CEDH)

La CEDH est la juridiction qui assure le respect de la Convention européenne des droits de l'Homme par les 47 États membres du Conseil de l'Europe.

Elle peut être saisie par les États, les personnes physiques et les personnes morales. La CEDH est composée de 47 juges, un pour chaque État membre.

Renvois vers les cas

4 Les juridictions nationales

A Les juridictions de l'ordre administratif

Elles jugent les litiges relatifs aux activités de l'administration (fig. 4.1).

Sur l'organisation de la justice française : <http://www.justice.gouv.fr/coronations-de-la-justice-3023/>



Figure 4.1. Principales juridictions administratives

Visuels facilitant la mémorisation

DES SAVOIRS AUX COMPÉTENCES

Évaluer les savoirs Maîtriser les compétences Préparer l'épreuve

1 QCM

Pour chaque proposition une ou plusieurs réponses sont possibles. Justifiez-les.

- Les contrats :
 - n'ont d'effet qu'entre les parties contractantes.
 - profitent aux tiers.
 - profitent aux tiers dans les cas prévus par la loi.
 - ne nuisent pas aux tiers.
- Le paiement est :
 - une somme d'argent.
 - toujours effectuée par le débiteur.
 - prouvé par tout moyen.
 - l'exécution des obligations contractuelles.
- L'astreinte est :
 - une somme d'argent forfaitaire.
 - une contrainte physique sur la personne du débiteur.
 - une somme d'argent par période de retard.
 - fixée par le créancier.
 - fixée par le juge.
- L'exécution forcée :
 - est le recours à la force publique par le créancier.
 - est le recours aux tribunaux par le créancier.
 - suppose la mise en demeure du débiteur.
 - n'exige pas la mise en demeure du débiteur dans une première phase.
 - est une exécution en nature de l'obligation dans tous les cas.
- La résolution :
 - est un effet automatique du contrat.
 - est un effet du contrat pour l'avenir.
 - est un effet rétroactif.
 - est un effet rétroactif de la date de la demande :
 - est un effet rétroactif de la date de la causalité des faits.

Exercices, applications et cas progressifs

Compétences du programme

DES SAVOIRS AUX COMPÉTENCES

Évaluer les savoirs Maîtriser les compétences Préparer l'épreuve

7 Situation pratique : Tif'Annie ***

20 min

Compétence attendue Identifier les éléments constitutifs du fonds de commerce

La marque Tif'Annie a été déposée par Annie Letif à l'ouverture de son premier salon de coiffure à Grenoble qu'elle exploite encore à ce jour. Elle a depuis créé deux autres salons sous cette marque dans la région. Une jeune femme prénommée Tiffany installe un salon de coiffure dans la ville de Grenoble à son prénom. Dans la même rue, une cave à vins vient d'ouvrir sous la marque Tiffany, prénom de sa créatrice.

Travail à faire

Quels conseils donneriez-vous à Annie Letif ?

8 Commentaire de document/rédaction d'une note : Lefebure ***

30 min

Compétence attendue Étudier le bail commercial, la protection du locataire, le prélever et les obligations du propriétaire

Par acte sous signature privée, la Société des Courses marseillaises a donné à bail à Paul Lefebure, pour une durée de 9 ans, la concession exclusive de l'installation d'un buffet-buvette sur le champ de courses marseillais. L'accord conclu prévoit que l'activité de Paul Lefebure doit être limitée à l'enceinte de l'hippodrome et réduite aux seules journées de réunions hippiques (10 à 20 réunions par an). À l'expiration de la période fixée dans l'acte sous signature privée, M. Lefebure a reçu congé de la Société des Courses marseillaises au motif que le bail n'est pas commercial. S'estimant lésé, il envisage d'intenter une procédure contre la société de courses pour violation des dispositions relatives aux baux commerciaux.

Travail à faire

- Rappelez les conditions du droit au renouvellement.
- Quel est le problème juridique dans cette affaire ?
- Quelles sont les parties et les faits soulevés dans l'arrêt de la Cour de cassation ?
- Quel est le principe de droit ?
- Quelle est la réponse apportée par la Cour de cassation ?
- Quel est le raisonnement au cas de M. Lefebure.

Trois étapes

Progressivité et temps de réalisation

SYNTHÈSE

Le droit : finalités, règles et branches

Le droit objectif et les droits subjectifs

- Droit objectif : ensemble des règles sociales gouvernant les rapports des hommes entre eux ou avec la puissance publique.
- Droits subjectifs : prérogatives reconnues par le droit objectif aux personnes et dont elles peuvent se prévaloir auprès de l'autorité publique.



Les caractères de la règle de droit

- Générale et abstraite. Elle s'applique indistinctement à toutes les personnes qui se trouvent dans la situation que la règle a voulu organiser.
- Coercitive. Elle s'impose sous peine de sanctions prononcées par les tribunaux.

Le droit public et le droit privé

	Droit public	Droit privé
Objet	Organisation et fonctionnement des pouvoirs publics. Relations des pouvoirs publics avec les personnes privées.	Relations des personnes privées entre elles
But	Satisfaction de l'intérêt général	Satisfaction des intérêts privés
Caractère	Immodératif	Souvent supplétif Ordre judiciaire

Synthèse visuelle du chapitre

PARTIE 2: CAS DE SYNTHÈSE

LES PERSONNES ET LES BIENS

1 Situations pratiques ***

Rémi Lecompte, 26 ans, est comptable dans une entreprise de menuiserie de Compiègne (Oise). Il désire désormais travailler à son compte. Fort de ses compétences, il pense qu'il saura gérer un fonds de commerce. Une de ses connaissances, Jean, est commerçant-photographe et envisage de céder sa boutique. Passionné de photographie, Rémi envisage d'acquiescer, moyennant un emprunt, le commerce de Jean. Son amie, Julie, est secrétaire dans une entreprise de transport. Elle pense démissionner et rejoindre Rémi dans l'aventure. Elle dispose déjà de quelques économies et l'appartement dans lequel le couple s'apprête à s'installer lui appartient.

Travail à faire

- Selon vous, est-il utile que Rémi signe un contrat de mariage chez le notaire.

Rémi et Julie se sont mariés et le projet de Rémi s'est concrétisé. Il a acheté le fonds de commerce de photographie et devient commerçant. Julie rejoint son mari pour l'aider dans le magasin lorsqu'il part en reportage. Elle prend également en charge des travaux de gestion du fonds de commerce.

Travail à faire

- Quel statut conseillez-vous à Julie ?

Dominique, le frère de Julie âgé de 32 ans, est passionné de moto et de vitesse. Il a été victime d'un accident de la route. Son casque s'est décroché et il a eu de graves blessures à la tête avec des séquelles irréversibles. Il présente de longs moments d'absence et manque de discernement dans certaines situations. Le diagnostic des médecins est très mauvais, ils doutent qu'il puisse guérir.

Travail à faire

- Quelle est la protection juridique la plus appropriée au cas de Dominique ?
- Quelles sont les démarches à entreprendre ?

2 Question ***

Vous développerez une réponse argumentée et structurée sur le thème suivant : « La personne morale : définition et capacité. »

3 Commentaire de document ***

À l'aide de l'annexe, vous répondrez aux questions suivantes. Rédigez une introduction en situant la question dans le cours, développez vos connaissances de manière structurée. Veillez à soigner l'orthographe et la syntaxe.

Méthode et conseils

Cas transversaux

Quand vous Méthode 1

Quand vous Méthode 2

PROGRAMME

Axe 3 : Analyse économique et managériale

Les unités d'enseignement « d'économie contemporaine » (UE 5) et de « management » (UE 7) ont pour objet de permettre au titulaire du DCG d'appréhender l'environnement économique et managérial des organisations afin de comprendre les défis et les problématiques auxquels ces dernières sont confrontées.

Ces unités d'enseignement devront, notamment, permettre le développement de compétences spécifiques :

- exploiter des documents de nature variée (statistiques, presse spécialisée, multimédia...);
- développer une culture économique et managériale actualisée visant à comprendre les enjeux auxquels les organisations font face, notamment par le biais d'une veille informationnelle;
- analyser des situations et décisions économiques ou managériales;
- élaborer une argumentation à partir d'une problématique donnée, en mobilisant le vocabulaire spécifique adapté ainsi que les concepts et les illustrations nécessaires (factuelles ou théoriques).

UE 5. Économie contemporaine

Niveau L – 200 heures – 14 ECTS

1. Fondements et finalités de l'activité économique (20 heures)

1.1. Quels problèmes l'économie tente-t-elle de résoudre ?

Sens et portée de l'étude. Face à des problématiques contemporaines, il s'agit de mettre en évidence comment l'économie se situe au cœur de la vie et des décisions des individus, tout en tenant compte des nouveaux enjeux du développement durable. L'économie peut être appréhendée comme une science des choix dans un contexte de rareté des ressources.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none">– Mettre en évidence l'omniprésence du problème de la rareté des ressources.– Identifier l'allocation des ressources comme une recherche de l'adéquation entre des ressources rares et des besoins illimités.– Illustrer la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources.	<ul style="list-style-type: none">– Le concept de science économique.– La variété et la rareté des ressources.– L'allocation des ressources.

1.2. Qu'est-ce que l'activité économique ?

Sens et portée de l'étude. Pour satisfaire leurs besoins, les agents effectuent des opérations économiques qui les mettent en interaction dans une logique systémique. Cette interdépendance entre les agents et les opérations qu'ils réalisent est au cœur de l'activité économique : la circulation de flux liés aux opérations de production, de répartition, d'investissement et de consommation en est une illustration.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier et schématiser les relations entre les différents agents économiques. - Commenter la répartition des dépenses de consommation. - Différencier les différentes formes d'épargne. - Différencier les formes et les motifs de l'investissement. - Analyser la contribution des grandes variables de l'équilibre ressources – emplois à l'activité économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les différents agents économiques, leurs rôles. - L'interdépendance entre les opérations économiques et l'équilibre ressources-emplois. - Les contributions à l'activité économique : consommation, investissement, commerce extérieur. - Consommation : définition, typologies, mesure et structure de la consommation des ménages. - Épargne : définition, formes. - Investissement : définition, mesure et typologies.

1.3. Comment l'activité économique crée-t-elle de la richesse ?

Sens et portée de l'étude. L'ensemble des interactions entre les agents économiques contribue à la richesse créée au sein d'une économie. La richesse, envisagée sous un angle quantitatif, est créée au cours de l'activité productive. Elle est le résultat de l'activité d'une pluralité d'acteurs, dépassant le strict cadre marchand et lucratif, notamment par l'économie sociale et solidaire ainsi que les services publics. Les spécificités du tissu productif conditionnent la capacité du pays à créer de la richesse. Cette dernière est répartie entre les différents agents qui y contribuent lors de la répartition primaire.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier la contribution des différents acteurs à la création de richesse. - Caractériser un tissu productif à l'aide de données statistiques. - Analyser les enjeux de la répartition de la valeur ajoutée entre les différents bénéficiaires. 	<ul style="list-style-type: none"> - Valeur ajoutée. - Production marchande, non marchande. - Critères de classification des entreprises : taille, branche, filière, secteur. - Les secteurs économiques : définition et poids relatif. - Économie sociale et solidaire : définition et poids relatif. - Répartition primaire de la richesse.

1.4. Comment rendre compte de la situation économique d'un pays ?

Sens et portée de l'étude. Le PIB demeure l'indicateur le plus utilisé pour mesurer la richesse créée et réaliser des comparaisons spatio-temporelles. Les limites qu'il présente ont depuis longtemps conduit à la conception d'indicateurs alternatifs afin de dépasser une vision matérielle de la richesse, intégrant les problématiques du bien-être et de l'environnement. Il s'agit de montrer l'enjeu des conventions de mesure et le rôle des indicateurs dans la représentation de la réalité économique, ainsi que dans les décisions prises par les acteurs (privés et publics).

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Repérer comment le PIB rend compte de la richesse créée. - Comparer la situation de pays dans le temps et l'espace à partir de différents indicateurs. - Justifier l'usage d'indicateurs alternatifs au regard des limites du PIB. 	<ul style="list-style-type: none"> - PIB : définition, modes de calcul. - Rôle et limites du PIB. - Externalités positives et négatives. - Indicateurs alternatifs : IDH et autres indicateurs de développement, intérêts et limites.

2. Le fonctionnement de l'économie de marché (30 heures)

2.1. Pourquoi l'économie de marché s'est-elle imposée en tant que principal régime d'organisation économique et sociale ?

Sens et portée de l'étude. L'économie de marché est progressivement devenue le principal modèle d'organisation économique et sociale, même si sa mise en place s'est faite selon des modalités diverses, notamment en raison du rôle conféré à l'État selon les pays. L'État initie et accompagne le développement de l'économie de marché en garantissant l'exercice de libertés économiques et en favorisant la dynamique concurrentielle censée contribuer à l'efficacité économique. Si la concurrence est une incitation à baisser les prix, à augmenter les quantités produites et à innover, la réalité des marchés amène à affiner ce que l'on entend par concurrence.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les caractéristiques des économies de marché. - Caractériser les différentes formes de concurrence. - Mettre en évidence les mécanismes de formation des prix. - Identifier le rôle des prix dans le comportement des agents et l'allocation des ressources. - Étudier les bienfaits attendus et les limites de la concurrence sur un marché. 	<ul style="list-style-type: none"> - Économie de marché, libéralisme économique, économie mixte. - Marché : rôle et fonctionnement. - La notion de concurrence : cadre normatif de la concurrence pure et parfaite, réalité de la compétition entre entreprises (Walras, Pareto, Baumol). - Les caractéristiques de l'équilibre de marché dans un cadre concurrentiel. - Analyse dynamique de la concurrence (Schumpeter, Hayek).

2.2. Pourquoi encadrer le fonctionnement du marché ?

Sens et portée de l'étude. L'État, dans une économie de marché, assure, à différents échelons institutionnels, une régulation du fonctionnement des marchés pour limiter les inconvénients des situations de concurrence imparfaite et des défaillances de marché en matière d'allocation des ressources.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Repérer les différentes structures de marché de concurrence imparfaite. - Analyser les comportements des acteurs et leurs répercussions sur l'équilibre d'un marché déterminé en concurrence imparfaite. - Identifier les organes chargés de la régulation de la concurrence et les mesures contribuant au maintien de la concurrence. - Repérer des cas d'externalités et de biens collectifs, en appréhender les conséquences. - Identifier des dispositifs permettant de répondre aux défaillances du marché. 	<ul style="list-style-type: none"> - Fonctionnement des marchés et comportement des acteurs en concurrence imparfaite. - Régulation de la concurrence dans le cadre national et européen. - Biens collectifs et externalités : caractéristiques et conséquences (Marshall, Pigou, Coase).

3. Les contributions des acteurs financiers à l'activité économique (20 heures)

3.1. Au niveau macroéconomique, quels sont les agents à besoin ou à capacité de financement ?

Sens et portée de l'étude. Les opérations économiques menées par les agents économiques débouchent sur des situations financières diverses. On distingue alors au niveau macroéconomique, les agents à capacité de financement et ceux à besoin de financement. Une première approche du financement de l'économie peut être appréhendée par la rencontre entre les capacités et les besoins de financement.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les agents à besoin et à capacité de financement. - Analyser le comportement d'épargne des ménages. - Identifier les modalités de financement des entreprises et de l'État. - Analyser les conséquences du choix d'une modalité de financement pour un agent économique donné. 	<ul style="list-style-type: none"> - Agents à capacité de financement : déterminants et motifs de l'épargne des ménages. - Agents à besoin de financement (entreprises et État) : déterminants et modalités de financement.

3.2. Quels sont les rôles respectifs des banques et des marchés financiers dans le financement de l'activité économique ?

Sens et portée de l'étude. Les banques et les marchés financiers jouent un rôle complémentaire dans le financement de l'économie selon des modalités spécifiques.

Nécessaires au développement de l'activité économique, ils permettent de financer la diversité des besoins de financement des agents et de les accompagner dans la prise de risque inhérente à leurs projets.

La recherche de sources de financement plus abondantes, d'un financement moins coûteux ou de modalités de financement adaptées à de nouveaux besoins (start-up...) a entraîné de nombreuses évolutions conduisant à la financiarisation de l'économie et parallèlement au développement de formes alternatives de financement. Bien que nécessaire au développement de l'activité économique, cette financiarisation s'accompagne de crises récurrentes pouvant déstabiliser l'économie réelle.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les fonctions des banques. - Appréhender la diversité des marchés de capitaux. - Analyser la contribution des banques et des marchés de capitaux à l'activité économique. - Repérer les nouvelles sources de financement. - Analyser les mécanismes financiers d'une crise réelle (passée ou actuelle) et ses conséquences sur l'activité économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Finance directe/finance indirecte. - Rôles des banques : gestion des moyens de paiement ; création monétaire ; transformation des échéances ; - Évolution des rôles et places des banques. - Rôles des marchés de capitaux : financement à différents horizons temporels, valorisation boursière, liquidité des titres, spéculation, couverture des risques, apports de devises. - Les différents types de marchés : marché monétaire ; marché financier ; marché des produits dérivés ; marché des changes. - Autres formes de financement (capital-risque, financement participatif). - Les autorités monétaires.

4. La régulation publique dans une économie de marché (40 heures)

4.1. Quels sont la place et le rôle de l'État ?

Sens et portée de l'étude. La place et le rôle de l'État ont évolué au cours du temps dans les économies de marché. Le tournant libéral de la fin des années 1980 s'est accompagné d'un certain désengagement de l'État dans les économies à hauts revenus. Pour autant, l'État reste un acteur majeur au travers des différentes fonctions qu'il assume.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Identifier les fonctions de l'État. - Repérer les différents organes de l'action publique au niveau national ou local. - Comparer les choix budgétaires de plusieurs États (niveau et structure des dépenses publiques et des prélèvements obligatoires). - Analyser l'évolution des finances publiques d'un pays et ses enjeux. 	<ul style="list-style-type: none"> - Les fonctions de l'État (Musgrave). - Organes de l'action publique : administrations (centrale, sécurité sociale), autorités administratives indépendantes, collectivités locales. - Budget de l'État : niveau et structure des dépenses publiques, niveau et structure des prélèvements obligatoires. - Déficit public et dette publique. - Soutenabilité de la dette publique.

4.2. Quelles politiques économiques l'État peut-il mener ?

Sens et portée de l'étude. L'État met notamment en œuvre un ensemble de politiques économiques visant à atteindre un certain nombre d'objectifs grâce à différents instruments. Toutefois, le degré et les formes de cette intervention font débat.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Distinguer les différents types de politiques économiques. - Identifier les caractéristiques des politiques d'offre et de demande. - Apprécier les enjeux d'une politique économique donnée. - Analyser une décision de politique économique dans un contexte précis. 	<ul style="list-style-type: none"> - Objectifs de la politique économique : croissance, plein – emploi, stabilité des prix, équilibre extérieur. - Typologies des politiques économiques : politiques conjoncturelles/structurelles, politiques d'offre/de demande. - Politique de demande : instruments de relance budgétaire, effets et limites (Keynes, Friedman, Laffer). - Politique d'offre : instruments, effets et limites (théories de la croissance endogène). - Justifications et limites de l'intervention de l'État (Wagner, Keynes, approches libérales).

4.3. L'appartenance à l'Union européenne influence-t-elle la conduite de la politique économique des pays membres ?

Sens et portée de l'étude. La construction européenne est un processus graduel autour d'un projet aux dimensions politique, économique et sociale. L'Union européenne est devenue une puissance économique de premier plan et une zone d'intégration régionale, en suivant un processus d'élargissement et d'approfondissement, qui a conduit à redéfinir la répartition des compétences en matière de politique économique.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier les enjeux des principales phases d'élargissement et d'approfondissement de la communauté économique européenne (CEE) puis de l'Union européenne (UE). – Illustrer les principes de proportionnalité et de subsidiarité. – Caractériser l'organisation de la régulation conjoncturelle au sein de l'Union économique et monétaire (UEM). – Expliquer les mécanismes permettant d'atteindre les objectifs de la politique monétaire. – Analyser les difficultés posées par les divergences structurelles au sein de l'Union européenne. 	<ul style="list-style-type: none"> – Principales phases d'élargissement et d'approfondissement, poids économique de l'Union européenne. – Principes de proportionnalité et de subsidiarité. – Régulation conjoncturelle au sein de l'Union économique et monétaire, UEM (objectifs et instruments) : politique monétaire de la Banque centrale européenne (BCE), encadrement des politiques budgétaires nationales. – Politiques structurelles de l'Union européenne : budget de l'Union européenne, degré inégal d'intégration des politiques de la concurrence, commerciale, fiscale et sociale.

5. La croissance économique : origines et enjeux (60 heures)

5.1. La croissance économique doit-elle être systématiquement recherchée ?

Sens et portée de l'étude. La croissance économique est souvent présentée comme un objectif primordial duquel découle la capacité d'un pays à satisfaire les besoins des agents en produisant plus, en créant de la richesse et des emplois. En tant que source de richesse matérielle, elle peut contribuer au bien-être, mais n'est pas une condition suffisante au développement. Elle soulève en outre la question de sa soutenabilité dans le cadre d'un développement durable.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> – Différencier croissance économique, fluctuations de l'activité et développement économique. – Analyser le rôle de la croissance sur une économie. 	<ul style="list-style-type: none"> – Croissance économique, croissance potentielle et croissance effective – Développement économique, développement humain (A. Sen), et développement durable. – Les finalités de la croissance. – Soutenabilité de la croissance.

5.2. Qu'est-ce qui détermine le potentiel de croissance d'une économie ?

Sens et portée de l'étude. Chercher à accroître la richesse d'un pays suppose d'identifier les déterminants de la croissance. L'augmentation de la quantité des facteurs de production peut être perçue comme une première source de croissance. Toutefois, elle apparaît limitée et l'on observe qu'une croissance existe dans des pays dont la quantité de facteurs n'augmente pas, grâce à l'amélioration de la productivité globale des facteurs liée au progrès technique.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier et analyser les déterminants de la croissance. – Mettre en évidence le rôle du progrès technique dans la croissance. 	<ul style="list-style-type: none"> – Le rôle des facteurs de production : capital, travail et ressources naturelles (Ricardo, Malthus, croissance endogène) – Le rôle du progrès technique (ou de la productivité globale des facteurs) dans le processus de croissance (Schumpeter, Aghion, Solow, Romer)

5.3. Quelle est l'influence de l'ouverture internationale d'une économie sur sa croissance économique ?

Sens et portée de l'étude. Si les théories classiques du commerce international se fondent sur la défense du libre-échange, l'histoire économique montre que protectionnisme et libre échange ont toujours coexisté. Depuis la fin de la seconde guerre mondiale, la plupart des nations ont souhaité encadrer le développement des échanges multilatéraux, tandis que des espaces économiques régionaux se sont constitués.

Aujourd'hui les échanges internationaux sont souvent perçus comme une opportunité de croissance économique. L'analyse de la balance des paiements permet notamment d'évaluer la compétitivité d'un pays, ses choix de spécialisation ainsi que son besoin ou sa capacité de financement à l'égard du reste du monde.

Pour attirer les capitaux internationaux, les États développent des politiques d'attractivité dont les conséquences peuvent être variables selon les outils utilisés (dumping social, fiscal, monétaire versus politiques de formation, de soutien à l'innovation, de financement d'infrastructures).

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Distinguer internationalisation et mondialisation. - Caractériser les principaux flux d'échanges. - Expliquer le rôle des firmes multinationales et de la division internationale des processus de production dans la dynamique des échanges. - Justifier la défense du libre-échange et les motivations protectionnistes. - Identifier les différentes modalités du protectionnisme. - Identifier les principaux soldes de la balance des paiements d'une nation. - Analyser la situation extérieure d'un pays à partir d'indicateurs et en repérer les conséquences sur la croissance économique. - Expliquer les enjeux des politiques d'attractivité vis à vis de la croissance économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Internationalisation, mondialisation. - Échanges internationaux : inter et intra branche, intrafirme, intrarégionaux. - Régulation du commerce mondial : organisation et principes. - Intégration économique régionale. - Investissement direct à l'étranger (IDE). - Firmes multinationales, division internationale des processus de production et chaînes de valeur mondiales. - Libre-échange : définition, principales théories (Ricardo, Heckscher-Ohlin-Samuelson, Lassudrie-Duchêne ou Linder, Krugman), conséquences. - Protectionnisme : définition, modalités, principales théories (List, Kaldor, Krugman, Amin), conséquences. - Balance des paiements. - Politique d'attractivité et de compétitivité.

5.4. Quel potentiel de croissance dans la perspective d'un développement durable ?

Sens et portée de l'étude. La question de l'épuisement de la croissance et d'une croissance auto-entretenu permet de s'interroger sur la capacité des pays à offrir une quantité de biens sans cesse plus abondante, en interrogeant le rôle des différentes ressources (humaines, technologiques, naturelles) en la matière. Elle fait écho à la problématique de la soutenabilité de la croissance.

Sur le plan économique, les approches des ressources naturelles diffèrent : certaines considèrent que la préservation des ressources n'est pas une limite à la croissance, d'autres estiment qu'elle est incompatible avec la croissance. Se dégagent alors deux conceptions différentes de la soutenabilité, dites faible et forte, la première présentant le progrès technique comme la solution, tandis que la seconde promeut un changement de modèle de croissance.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Caractériser le développement durable dans ses trois dimensions. - Analyser les effets attendus des mesures de politique environnementale sur les comportements des acteurs. - Analyser les opportunités et les limites du développement durable en termes de croissance économique. 	<ul style="list-style-type: none"> - Développement durable : dimensions économiques, sociales et environnementales. - L'environnement, illustration de défaillances de marché (Coase, Pigou, Hardin, Olstrom). - Degré de soutenabilité de la croissance : faible (Stiglitz) ou forte. - La transition énergétique. - Les instruments des politiques environnementales : fiscalité, droits à polluer, réglementation. - Apparition de logiques économiques différentes : économie circulaire, économie des fonctionnalités.

6. Les déséquilibres sociaux : explications et enjeux (30 heures)

6.1. Comment expliquer les déséquilibres sur le marché du travail ?

Sens et portée de l'étude. Le chômage apparaît comme un déséquilibre sur le marché du travail, mais ne constitue qu'une des formes de difficultés des individus face à l'emploi. Pour caractériser correctement la situation de l'emploi d'un pays, il est nécessaire de prendre en compte divers indicateurs, au-delà du taux de chômage. Sur la base de ces indicateurs, l'examen du chômage et de son évolution dans différents pays montre que le chômage est un phénomène complexe dont les causes sont multiples, potentiellement cumulatives et ne se limitant pas au marché du travail.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> - Caractériser la situation du marché du travail à l'aide d'indicateurs variés. - Appréhender la diversité des situations des individus sur le marché du travail. - Comparer la situation de l'emploi dans différents pays par l'analyse de données statistiques. - Analyser les causes structurelles et conjoncturelles du chômage, sur un marché donné. - Identifier les causes du dualisme et de la polarisation du marché du travail. - Analyser les conséquences de la révolution numérique sur l'emploi et les modalités de travail. 	<ul style="list-style-type: none"> - Chômage (BIT, ministère du Travail), halo du chômage, sous-emploi. - Taux de chômage, taux d'activité, taux d'emploi, comparaison entre pays. - Chômage conjoncturel/structurel. - Chômage classique/keynésien. - Segmentation et polarisation du marché du travail (Piore-Doeringer, Lindbeck-Snower). - Autres théories du marché du travail.

6.2. Comment l'action publique peut-elle limiter les déséquilibres sur le marché du travail ?

Sens et portée de l'étude. Les changements de grande ampleur que connaît le marché du travail en France, comme dans tous les pays industrialisés, justifient la mise en œuvre d'un ensemble de politiques visant à limiter, accompagner voire à compenser les nouvelles formes de déséquilibres qui affectent l'emploi. Les politiques visant à soutenir l'activité économique appartiennent à cet ensemble de mesures et visent plus précisément la lutte contre le chômage.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier les principales mesures prises dans le cadre des politiques de l’emploi au sein des pays de l’OCDE. – Distinguer les mesures dites passives et actives. – Comparer les effets attendus des différentes mesures des politiques de l’emploi et des politiques pour l’emploi. – Analyser les enjeux de la flexibilité sur le marché du travail, dans ses différentes formes. – Caractériser l’action des pouvoirs publics pour accompagner les transformations du marché du travail. 	<ul style="list-style-type: none"> – Politiques de l’emploi : mesures actives et passives. – Politiques pour l’emploi : impacts attendus du soutien à l’activité sur l’emploi. – Flexibilité du marché du travail : formes et enjeux.

6.3. Quelles politiques de redistribution face aux risques sociaux et aux inégalités sociales ?

Sens et portée de l’étude. Les inégalités sont de nature multiple et présentent un caractère cumulatif. La légitimité de la lutte contre les inégalités est un sujet encore débattu parmi les économistes. Le consensus selon lequel les inégalités seraient facteur d’efficacité et de croissance est remis en question, depuis la crise des *subprimes* notamment, à la faveur d’analyses pointant les effets contre-productifs des inégalités.

Face aux inégalités, aux risques sociaux et à l’exclusion, les pouvoirs publics peuvent engager des politiques de redistribution, basées sur la fourniture de services publics, une fiscalité redistributive et des institutions de solidarité comme la Sécurité Sociale. L’État social (État-providence) est devenu la forme institutionnelle caractéristique des sociétés avancées, présentant des formes différentes selon les pays.

Compétences attendues	Savoirs associés
<ul style="list-style-type: none"> – Identifier les différentes formes d’inégalités et les principaux risques sociaux. – Analyser les enjeux de la lutte contre les inégalités et de la couverture des risques sociaux. – Caractériser les différents instruments des politiques de redistribution. – Analyser l’évolution des principales dépenses et recettes des politiques contemporaines de redistribution. 	<ul style="list-style-type: none"> – Inégalités sociales : formes, origines et mesure (Piketty). – Pauvreté : définitions et mesures. – Justification économique des inégalités et remise en cause de l’efficacité des inégalités. – Redistribution : objectifs, formes, instruments. – Les modèles de protection sociale. – Le financement des politiques de redistribution.

Rédigés par des équipes pluridisciplinaires comprenant des enseignants des classes préparatoires à l'expertise comptable et membres des commissions d'examen, les manuels Dunod constituent une **préparation complète** aux examens de DCG et DSCG.

L'axe 3 « Analyse économique et managériale » et l'évaluation par les compétences

Les unités d'enseignement (UE) d'« économie contemporaine » (UE 5) et de « management » (UE 7) ont pour objet de permettre au titulaire du DCG d'appréhender l'environnement économique et managérial des organisations afin de comprendre les défis et les problématiques auxquels ces dernières sont confrontées.

Les unités sont déclinées en compétences. Ces compétences sont à la fois variées mais limitées par une liste donnée et clairement identifiée. Une compétence peut être définie comme la capacité à utiliser un savoir-faire dans une situation donnée pour produire un résultat requis. Elle s'acquiert dans une situation, d'où l'importance de la structuration et de l'entraînement à la pratique de la problématisation.

Une compétence présente un caractère disciplinaire ; elle vise à résoudre des problèmes liés à la discipline et repose nécessairement sur des connaissances inhérentes à cette même discipline. Mais, dans le même temps, une compétence s'appuie sur des savoir-faire généraux et transversaux (capacité à analyser, à rédiger de manière concise et précise, etc.).

La compétence induit donc un rapport au savoir, elle ne s'y oppose pas. Les savoirs sont les informations qu'il faut être en mesure de mobiliser « à bon escient », avec pour finalité, l'élaboration d'un raisonnement structuré ou la résolution d'un problème lié à la pratique managériale et économique.

Le concept de situation est donc central lorsque l'on évoque une compétence ; la mise en situation donne à l'étudiant l'occasion d'exercer la compétence visée. Une **situation** présente donc divers caractères, à la différence de la simple application de la règle :

- Elle mobilise un ensemble d'acquis et est orientée vers une tâche porteuse de sens.
- Elle fait référence à une catégorie de problèmes spécifiques à la discipline, elle est nouvelle.

Une compétence est évaluable. Elle peut se mesurer à la qualité de l'exécution de la tâche et à la qualité du résultat. Dès lors, une préparation efficace repose sur un équilibre judicieux entre l'acquisition de connaissances et un développement de compétences ciblées centré sur le réinvestissement en contexte. L'évaluation s'en trouve renouvelée ; elle met l'accent sur le cheminement intellectuel et l'esprit critique du candidat et promet une nouvelle quête de sens.

Le parti pris de nos manuels

Le présent manuel vise à apporter l'**ensemble des savoirs disciplinaires associés à l'unité d'enseignement** « Économie contemporaine » à travers six parties, structurées en 18 chapitres, respectant scrupuleusement la progression logique du programme. Chaque chapitre propose une **synthèse synoptique** finale propice à la mémorisation.

La section « Des savoirs aux compétences » a été conçue comme une **passerelle** entre les deux éléments du programme :

- Dans un premier temps, le candidat est invité à s'autoévaluer à l'aide d'un quiz/QCM (réponses en fin d'ouvrage) et d'une application directe des connaissances (rubrique « Évaluer les savoirs »). En fonction de ses résultats, l'étudiant détermine les points du cours à revoir.
- Dans un second temps, l'étudiant est placé en contexte afin de tester les compétences requises et évaluées à l'examen (rubrique « Maîtriser les compétences ») : **toutes les compétences du programme font l'objet d'une mise en situation**. Les exercices proposés sont progressifs (le niveau de difficulté est systématiquement indiqué). Les compétences les plus complexes sont traitées isolément.
- Enfin, une fois les compétences maîtrisées, l'étudiant est invité à se placer en condition d'examen (rubrique « Préparer l'épreuve »), au travers de commentaires de documents (données chiffrées, graphiques, textes, infographies), de questionnements guidés et d'argumentations structurées. Ces pages sont émaillées de conseils méthodologiques et de rappels théoriques.

Chaque partie du programme est ponctuée d'un **cas de synthèse transversal** testant les principaux savoirs et compétences de la partie. L'ouvrage s'achève par un **sujet type d'examen intégralement corrigé**.

Un aller-retour constant entre savoirs et compétences

Deux parcours de préparation sont possibles grâce à ce manuel :

- Des savoirs disciplinaires étudiés aux compétences à mettre en œuvre en situation.
- L'acquisition de la compétence par la confrontation des situations aux savoirs.



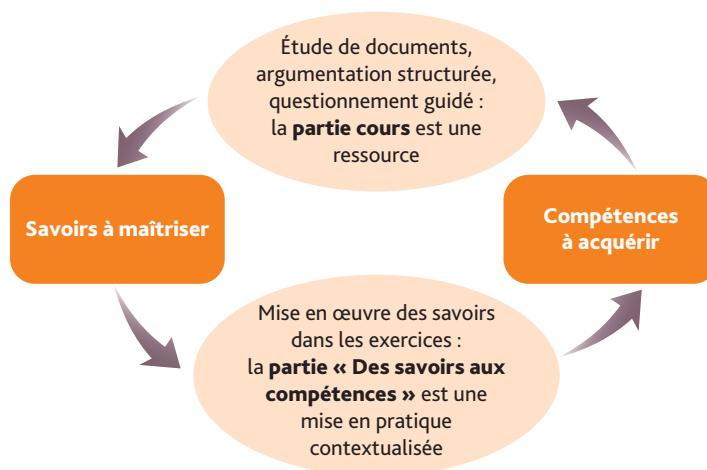
Adéquation :

concordance entre différents points ou accord entre plusieurs éléments ; capacité à répondre à un besoin de manière satisfaisante.

Allocation : répartition.

Omniprésence :

présence en tout lieu/partout.



MÉTHODE 1

Exploiter un tableau, un graphique ou des données chiffrées

Étape 1. Analyser les questions et les compétences associées

Identifiez et soulignez le verbe directeur ainsi que les **termes économiques** à définir.

Étape 2. Repérer le contexte du tableau et le comprendre

Il s'agit d'identifier le titre, la date, la source, les unités utilisées (millions, milliards, %, indices, euros constants ou courants, intitulés des axes, etc.). Ces éléments fournissent des informations essentielles comme la variable étudiée, les enjeux, la qualité des données ou encore l'actualité de l'information.

Vous devez être capable de résumer le contenu et les enjeux du tableau en une phrase, en allant du général au particulier (raisonnement dit « en entonnoir »). Il vous faut également identifier les **grandes tendances**, phases et ruptures.

Il convient d'exploiter les données les plus pertinentes et de les hiérarchiser pour les analyser, dans un second temps, à l'aune de vos **connaissances** et des **compétences attendues**.

Étape 3. Commenter le tableau et répondre aux questions

Cette étape finale vise à présenter, de manière structurée, les informations réunies au cours des deux précédentes. Reprenez l'intitulé de la question ou une formulation qui permette de bien l'identifier. Étayez toujours vos arguments par les **données** du tableau/graphique ainsi que par vos **connaissances**.

Si la consigne vous invite à analyser ou commenter un tableau ou graphique, rédigez une brève introduction rappelant le titre, la date, la source et l'objet du graphique et définissez clairement les **termes** et **expressions économiques**. Votre analyse doit porter sur les grandes tendances et être étayée par des exemples chiffrés et commentés. Là encore, appliquez les principes du **raisonnement en entonnoir**.



Attention aux questions « à tiroirs ». Vous devez isoler et indiquer, par exemple en numérotant chaque consigne, toutes les demandes.



Soyez attentif aux termes choisis par les concepteurs des sujets, notamment aux verbes qui vous indiqueront précisément les compétences testées.



Évitez à tout prix le catalogue de « chiffres » ou l'association de données non contextualisées et sans rapport aucun entre elles.

Répondre à une question problématisée

1. Travailler au brouillon

En analysant la question posée, vous devez montrer la **portée du sujet**. Pour ce faire, repérez et définissez les mots-clés et situez le sujet dans le temps et l'espace. L'étape de contextualisation devra prendre en compte le sujet ainsi que les documents proposés.

Pour pouvoir mobiliser les connaissances, il est indispensable de cerner la **problématique**, c'est-à-dire l'angle d'analyse. À partir de l'analyse des verbes directeurs de l'énoncé et des mots-clés, vous devez faire l'inventaire des questions posées par le sujet :

Le sujet prenant la forme d'une question, la problématique consiste à chercher tous les éléments répondant à la question en insistant sur la cohérence de ces éléments.

Une fois la problématique posée, bâtissez votre plan en deux ou trois parties équilibrées.

Vous devez rédiger au brouillon l'**introduction**, le **plan détaillé** et la **conclusion** du devoir :

- L'introduction comprend une accroche, une contextualisation du sujet, une définition, une analyse du sujet (cadrage), une problématique et une annonce de plan.
- La conclusion comporte une réponse synthétique à la problématique posée dans l'énoncé.

2. Rédiger le devoir

Reprenez, en les améliorant et en veillant à la qualité de la langue, votre ébauche. Le **développement** consiste à rédiger le plan détaillé en respectant le principe « Une idée, un paragraphe, un exemple ».

Les **parties** et les **sous-parties** doivent apparaître explicitement (titre).

Chaque partie développe des arguments selon un « fil conducteur ». Un argument correspond à une idée qui sera illustrée par des éléments factuels (données, exemples historiques), expliquée et justifiée à partir de raisonnements économiques ou d'apports théoriques.

Réservez toujours 10 à 15 minutes à une **relecture finale** qui vous permettra de chasser les dernières fautes d'orthographe, de grammaire ou de syntaxe et de gommer quelques maladresses ou répétitions. Faites également attention aux ajouts de dernière minute susceptibles de nuire à la **clarté du raisonnement** ou à la **lisibilité** de la copie.



Le fait d'écrire les titres ne dispense pas des transitions et phrases introductives. Les connecteurs logiques y jouent un rôle fondamental.

Grands principes de la science économique

PROGRAMME

Compétences attendues

- **Mettre en évidence** l'omniprésence du problème de la rareté des ressources
- **Identifier** l'allocation des ressources comme une recherche de l'adéquation entre des ressources rares et des besoins illimités
- **Illustrer** la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources

Savoirs associés

- Le concept de science économique
- La variété et la rareté des ressources
- L'allocation des ressources

PLAN DU CHAPITRE

COURS: 1. L'omniprésence du problème de la rareté des ressources • 2. Les nécessaires choix ou arbitrages économiques face à la rareté des ressources • 3. Quels enjeux et positionnement de la science économique

DES SAVOIRS AUX COMPÉTENCES: Évaluer les savoirs • Maîtriser les compétences • Préparer l'épreuve

SYNTHÈSE

Les entreprises françaises ont prévu de recruter 2 % de plus qu'en 2021. Cela concerne surtout les services à la personne, aux entreprises, le commerce, l'industrie, la construction et l'agriculture. Beaucoup de ces secteurs d'activités ont souffert de la pandémie de Covid-19 ayant entraîné la démission de nombreuses personnes désireuses ou contraintes d'engager une reconversion professionnelle. Le dernier rapport de la DARES, en mars 2022, a mis en évidence certains déséquilibres potentiels d'emplois d'ici 2030 pouvant mener à des pénuries de main d'œuvre. Ces déséquilibres sont qualifiés de « potentiels » car le contexte économique, social ainsi que les politiques mises en œuvre par L'État peuvent modifier cette situation. Parmi ces emplois nous trouvons : les agents d'entretien et les aides à domicile, les conducteurs de véhicules, les ouvriers qualifiés de la maintenance, deux métiers de cadres (cadres commerciaux et de services administratifs et financiers), les aides-soignants, les ouvriers qualifiés du second œuvre du bâtiment et, enfin, les enseignants. Comment donc allouer au mieux les ressources humaines disponibles pour faire face à cette rareté ?

MOTS-CLÉS

Allocation des ressources • Arbitrage économique • Besoin • Bien • Choix économique • Économie positive et normative • Macroéconomie • Microéconomie • Rareté • Ressource • Science économique



Adéquation: concordance entre différents points ou accord entre plusieurs éléments ; capacité à répondre à un besoin de manière satisfaisante.

Allocation: répartition.

Omniprésence: présence en tout lieu/partout.



D'après l'enquête « Besoin de main d'œuvre 2022 » publiée par Pôle Emploi en avril 2022.

1 L'omniprésence du problème de la rareté des ressources

A) Des ressources limitées

1. La variété des ressources

Définition

Les **ressources** sont les moyens matériels ou immatériels qui permettent de satisfaire les besoins des agents économiques.

Telles qu'analysées par les économistes, les ressources sont multiples (tab. 1.1).

Tableau 1.1. Types de ressources

Ressources matérielles	Ensemble de biens physiques, tangibles (ex. : équipement ou capital technique fixe, outils de production, terrains, immeubles, robots)
Ressources immatérielles	<ul style="list-style-type: none"> • Pas d'existence physique, éléments intangibles (ex. : capital humain, connaissances, brevets, marques, services) • Ressources humaines : main-d'œuvre disponible appréciée tant en termes quantitatifs (nombre d'heures de travail disponible) que qualitatifs (qualifications, compétences)
Ressources naturelles	Diverses ressources minérales ou biologiques nécessaires à la vie de l'homme et à ses activités économiques : <ul style="list-style-type: none"> – ressources naturelles non renouvelables (matières premières minérales) – ressources naturelles renouvelables en principe, exploitables sans épuisement, en raison de leur capacité à se régénérer en permanence (ex. : eau, forêts, pâturages, biodiversité)
Ressources financières	Sommes d'argent ou capitaux financiers disponibles pour assurer le financement des activités économiques (ex. : apport initial des actionnaires, autofinancement, financement bancaire, <i>crowdfunding</i> , recours aux marchés financiers, aides et subventions)

2. La typologie des biens

Les ressources sont mobilisées et prennent la forme de **biens**, libres ou économiques, permettant la satisfaction de **besoins** (tab. 1.2).

Tableau 1.2. Types de biens

Biens libres	Biens économiques
Disponibles en abondance et gratuitement dans la nature (ex. : air, soleil, eau de mer), ils ne nécessitent aucun « sacrifice » ni travail humain	Rares (quantité limitée), destinés à satisfaire des besoins humains, ils nécessitent un travail humain, un sacrifice : <ul style="list-style-type: none"> – biens de production (permettant de produire d'autres biens) – biens de consommation finale ou intermédiaire – biens d'équipement

La plupart des biens sont de nature économique. La frontière entre les biens libres et les biens économiques est floue ; certains biens collectifs ou libres (↳ **chapitres 2 et 5**), comme l'eau, peuvent faire l'objet d'un travail humain et d'une marchandisation, devenant ainsi économiques.

B) Des besoins illimités

Définition

Un **besoin** est un sentiment de manque que l'on cherche à satisfaire.

Selon Keynes (1883-1946), les besoins absolus, **primaires**, sont ressentis indépendamment de la situation des autres individus. Quant aux besoins **secondaires**, relatifs ou sociaux, ils sont éprouvés de manière secondaire, au contact des autres.

Les besoins absolus sont dénombrables (quantité finie). En revanche, les besoins relatifs sont illimités ; une fois satisfaits, ils donnent naissance à un autre. C'est d'ailleurs la thèse proposée par Abraham Maslow dans les années 1950 à travers sa pyramide des besoins (**fig. 1.1**) qui hiérarchise l'ordre d'apparition des catégories de besoin.



Figure 1.1. Pyramide des besoins de Maslow

→ EXERCICE 2 • EXERCICE 3

2 Les nécessaires choix ou arbitrages économiques face à la rareté des ressources

Les ressources étant par définition limitées quand les besoins des agents économiques sont illimités, une **allocation (répartition)** des ressources spécifiques devra être réalisée par de multiples arbitrages illustrés ci-après (**tab. 1.3**) :

- Face à un budget limité, les ménages sont amenés à arbitrer entre consommation et épargne (↳ **chapitre 2**). Leurs choix de consommation sont réalisés en fonction de leur priorité et des besoins qu'ils cherchent à satisfaire (ex. : vacances ou achat d'un meuble).

- L'État et les collectivités territoriales s'interrogent sur les priorités compte tenu de recettes données (ex. : augmenter les impôts ou réduire les dépenses ?).
- Les entreprises choisissent un système de production dépendant de leurs ressources (ex. : investir ou accroître les dividendes des actionnaires et/ou augmenter les rémunérations des salariés ?). Il s'agit notamment de trouver une adéquation entre les besoins quantitatifs et qualitatifs en personnel de l'entreprise et la main-d'œuvre disponible sur le marché du travail (ex. : métiers « sous tension » comme la comptabilité).
- Les ressources naturelles font l'objet d'une attention particulière (↪ **chapitres 5 et 13**).

Tableau 1.3. Confrontation des besoins des agents économiques et des ressources disponibles

Besoins		Biens	
Vitaux/primaires	Sociaux/secondaires	Économiques	Libres
Quantité limitée	Quantité illimitée	Ressources rares	Ressources abondantes
Rareté impliquant des choix économiques (arbitrages) des agents			

➔ ARGUMENTATION STRUCTURÉE 5 • QUESTIONNEMENT GUIDÉ 6

3 Quels enjeux et positionnement de la science économique ?



Paul Anthony Samuelson
(1915-2009)

Économiste américain, distingué par le prix Nobel en 1970 pour ses travaux statistiques sur la croissance, il représente le courant dit « de la synthèse néoclassique » s'inspirant de Keynes en macroéconomie et de Smith en microéconomie.

Du grec *oikonomia* (de *oikos*, maison, et *nomos*, gérer, administrer), l'économie et, par extension, la **science économique** est une science sociale analysant les **arbitrages** des agents économiques en s'appuyant sur deux méthodologies complémentaires : la **microéconomie**, axée sur l'analyse des comportements des agents économiques et leurs interactions sur les marchés notamment, et la **macroéconomie** qui étudie des variables économiques globales (appelées agrégats) et leurs interactions.

Définition

Selon **Samuelson**, la **science économique** cherche à résoudre le problème de l'**allocation** (répartition) **des ressources** rares.

La **science économique** et ses différentes approches (**tab. 1.4**) visent notamment à répondre aux questions « Quels biens faut-il produire ? », « Quelles quantités produire ? » et « Comment, pour qui ? ».

La microéconomie ; axée sur l'analyse des comportements des agents économiques et leurs interactions sur les marchés notamment, et la macroéconomie qui étudie des variables économiques globales (appelées agrégats) et leurs interactions.

Tableau 1.4. Approches de la science économique

Économie positive	Économie normative
<ul style="list-style-type: none"> • Analyse des conséquences des différents arbitrages économiques • Description et interprétation des mécanismes économiques à l'œuvre 	<ul style="list-style-type: none"> • Émission de recommandations et préconisations à destination des agents économiques • Approche subjective fluctuant en fonction des valeurs dominantes

➔ **EXERCICE 4**

DES SAVOIRS AUX COMPÉTENCES

Évaluer
les savoirs

Maîtriser
les compétences

Préparer
l'épreuve

1 QCM

Pour chaque proposition, une ou plusieurs réponses sont possibles. Justifiez-les.

1. L'eau est une ressource...
 - a. naturelle non renouvelable.
 - b. matérielle non renouvelable.
 - c. naturelle renouvelable.

2. Un bien libre...
 - a. nécessite du travail humain.
 - b. ne nécessite pas de travail humain.
 - c. est rare.

3. Un bien est rare quand sa quantité disponible est...
 - a. supérieure à la demande exprimée.
 - b. inférieure à la demande exprimée.
 - c. égale à la demande exprimée.

4. La science économique étudie les choix économiques dans un univers...
 - a. de rareté.
 - b. illimité.
 - c. contraint.

5. Les besoins secondaires :
 - a. doivent être satisfaits pour survivre.
 - b. correspondent davantage aux deux premiers niveaux de la pyramide de Maslow.
 - c. sont qualifiés par Keynes de besoins sociaux.
 - d. sont en quantité limitée.

6. Les arbitrages et choix économiques sont indispensables car :
 - a. les ressources sont rares.
 - b. les agents économiques ont des besoins illimités.
 - c. la plupart des biens dont nous disposons sont économiques.
 - d. la plupart des biens dont nous disposons sont libres.

7. L'allocation des ressources :
 - a. est indispensable dans un univers de rareté.
 - b. consiste à répartir les ressources disponibles.
 - c. est nécessaire face à l'existence de biens libres.

2 À chacun son choix ! ★★★

Dans chacun des cas ci-après, caractérisez la ou les ressources concernées et expliquez les arbitrages opérés par les agents économiques.

Cas 1 :

On n'a jamais autant parlé de moutarde de Dijon en France qu'en 2022 qui a fait l'objet de pénurie et d'augmentation des prix. La moutarde est un produit davantage consommé en France que dans les pays voisins. Elle est fabriquée avec des graines brunes qui ne sont pas les mêmes que les graines qu'on utilise dans les autres pays du monde. Cette graine brune est en grande partie importée du Canada et produite en plus petite quantité en Bourgogne. En 2021, les conditions climatiques ont été mauvaises, entraînant un effondrement des récoltes. Certains producteurs de moutarde de Dijon pensent que la pénurie de graines devrait se réduire à la fin de l'année 2022.

Pour pallier l'absence de ce produit dans leurs paniers, les consommateurs se sont adaptés. Certains ont choisi de faire du stock ; d'autres ont choisi la résilience (ne consommant plus de moutarde ou portant leur choix sur d'autres produits). Pour les artisans moutardiers, certains ont été contraints de stopper leur production par manque de matière première. La solution pourrait se trouver dans la production de graines de moutarde en France qui devrait augmenter pour les récoltes de 2023.

De même, certains moutardiers ont privilégié le marché français en réduisant leurs exportations dans les pays voisins.

Cas 2 : Les terres rares

Les terres rares sont des métaux et des composés métalliques utilisés dans un grand nombre de procédés de fabrication de haute technologie, notamment récentes ou « d'avenir » (écrans, téléphones portables, ampoules basses consommation, véhicules hybrides, rotors d'éoliennes, missiles, imagerie médicale).

Chaque appareil technologique n'en contient qu'une quantité infime, mais l'explosion du nombre d'appareils produits a entraîné une forte hausse de la demande mondiale à partir des années 2010. Les terres rares sont présentes dans toutes les grandes régions minières (Afrique du Sud, Australie, Bouclier canadien, Ouest américain, etc.) mais 85 % de la production était assurée par la Chine en 2019 inquiétant les autres puissances qui cherchent à diversifier leur approvisionnement. D'où la multiplication des projets d'extraction, d'une part (au Canada, au Groenland...); des projets de recyclage et de retraitement, d'autre part. Plusieurs projets de recherche sont en cours, notamment pour récupérer les métaux rares contenus dans les accumulateurs, les aimants, les condensateurs, les écrans, etc.

Cas 3 : Le budget de l'État prévu pour 2023

Le projet de loi de finances (PLF) pour 2023 qui prévoit le budget de l'État français (dépenses/recettes de l'État) entend protéger les ménages et soutenir les entreprises en pleine crise énergétique et de flambée des prix, tout en maîtrisant les dépenses publiques. L'État s'est engagé à ne pas augmenter les prélèvements obligatoires. Les dépenses de l'État s'établiraient à 480,3 milliards d'euros en 2023 (-2,6 % par rapport à 2022), tandis que les recettes nettes du budget général sont prévues à 345,1 milliards



Une attention particulière doit être portée aux verbes utilisés et au nombre de consignes posées. Ici, deux consignes s'enchaînent.

d'euros. On constate donc un déficit de l'État de 135,1 milliards d'euros. L'État a pour priorité le maintien du pouvoir d'achat des ménages, des mesures en faveur de l'emploi, des entreprises et de la transition énergétique.

Évaluer
les savoirs

Maîtriser
les compétences

Préparer
l'épreuve

3 L'Or bleu ★★★

Compétences attendues

- **Mettre** en évidence l'omniprésence du problème de la rareté des ressources
- **Illustrer** la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources

En vous appuyant sur le document présenté ainsi que sur vos connaissances, réalisez les missions suivantes :

1. *Caractériser la ressource analysée dans le document.*
2. *Appréciez la porosité de la frontière entre les biens libres et économiques à partir de l'exemple de l'eau.*
3. *Illustrez les arbitrages des agents économiques nécessaires face à la rareté de l'eau.*

Document

Ça coûte combien, l'eau en France ?

L'eau offerte par la nature se révèle rarement potable. Et le circuit de production visant à la rendre consommable a un coût. L'eau nécessite un traitement, une distribution vers chaque habitation puis une dépollution une fois utilisée... Chaque Français paye en moyenne ce service 4,04 euros les 1 000 litres. Mais de fortes variations existent selon les lieux : abondance ou non de la ressource, coûts de transports plus ou moins élevés... Plus les habitations sont éloignées les unes des autres, plus il faut d'infrastructures pour les fournir en eau, augmentant le prix. Elle est donc globalement moins chère dans les grandes villes : à Paris, le mètre cube d'eau est facturé 3,43 euros contre 10,06 à Pommeuse (Seine-et-Marne).

L'eau paye l'eau

Ce prix à payer, décidé par les communes, est encadré par un principe clé : l'eau paye l'eau. Les usagers supportent l'essentiel des dépenses liées à sa gestion à travers leur facture d'eau, et non par d'autres impôts. Les communes peuvent faire le choix d'une gestion municipale ou déléguer à des entreprises privées (Veolia, Suez...) qui possèdent une expertise en matière de réseaux complexes. En moyenne, « les prix ne sont pas plus élevés dans le cas d'une gestion par le privé », selon une étude publiée dans

...

la Revue Économique. Si 58 % des Français boivent une eau issue de la délégation au secteur privé, la tendance est à la « remunicipalisation » dans de grandes villes comme Paris, Nice ou Grenoble. Le privé est accusé par les municipalités de sous-investissement et de manque de transparence.

Plus rare avec le réchauffement

Dans tous les cas, la facture pourrait augmenter avec le réchauffement climatique et la raréfaction des réserves. Le débit moyen des cours d'eau français devrait diminuer de 10 à 40 % d'ici à 2050-2070 selon le gouvernement. Celui-ci a donc décidé d'autoriser les communes à aller vers une modulation du prix en fonction de la consommation. Si aujourd'hui, le prix au litre est le même pour boire ou laver sa voiture, cela pourrait changer. Il augmenterait à partir de certains seuils pour faire payer plus les gros consommateurs, par exemple les propriétaires de piscines. Une mesure *éco-l'eau-gique* justifiée ?

Clément Rouget, Pourleco.com, septembre 2020

4 Vers une pénurie de pétrole ? ★★★

Compétences attendues

- **Mettre en évidence** l'omniprésence du problème de la rareté des ressources
- **Identifier** l'allocation des ressources comme une recherche de l'adéquation entre des ressources rares et des besoins illimités
- **Illustrer** la logique de choix et d'arbitrage des agents sur l'emploi des ressources

En vous basant sur vos connaissances, réalisez les missions suivantes relatives aux documents 1 et 2.

1. *Caractériser la principale ressource concernée dans ce document.*
2. *Montrez si cette ressource est concernée par la problématique de rareté à moyen terme.*
3. *Montrez en quoi les arbitrages et les choix économiques des agents économiques peuvent influencer l'exploitation de cette ressource et l'adéquation entre cette ressource et les besoins exprimés.*

On est encore loin de manquer de pétrole

Manquerons-nous un jour de pétrole ? Si les prévisionnistes des années 1970 avaient eu raison, cela fait longtemps que nous ne nous poserions plus la question. À l'époque, après avoir analysé avec soin l'évolution des réserves et de la demande, ces cassandres avaient conclu que la planète n'en recèlerait plus une seule goutte au début des années 2000. Au vu de la folle progression de la consommation, certains juraient même que le tarissement aurait lieu autour de 1995.

Vingt-deux ans après la date fatidique, l'humanité continue de brûler de l'or noir à qui mieux mieux, et les réserves prouvées (c'est-à-dire exploitables à 90 % avec

...

...

les techniques actuelles et dans des conditions économiques acceptables) dépassent officiellement cinquante ans de consommation.

Si l'optimisme reste de mise, c'est surtout que, à côté des gisements d'or noir classiques, les compagnies ont mis au jour d'énormes quantités de brut dit « non conventionnel ». Le pétrole extralourd de l'Orénoque (qui fait désormais du Venezuela le premier détenteur de réserves du monde), les sables bitumineux du Canada et le pétrole de schiste des Etats-Unis représentent déjà près de 20 % des réserves mondiales.

Bien sûr, ces hydrocarbures sont moins faciles à gérer que le brut conventionnel : leur extraction coûte en moyenne entre 40 et 75 dollars le baril, contre moins de 20 dans les sables du désert. Mais elles peuvent tout autant alimenter les réservoirs de nos 4×4, et nous mettre à l'abri de la pénurie.

Du coup, dans les milieux pétroliers, la lancinante question du *peak oil* – à quelle date la production commencera-t-elle à décroître et la ressource à manquer ? – ne se pose plus vraiment. Depuis deux ou trois ans, elle a cédé la place à une autre, nettement plus engageante pour l'avenir de la planète : à quelle date la demande de pétrole commencera-t-elle à décroître ? Jusqu'à présent, cette dernière n'a cessé d'augmenter à un rythme régulier, pour atteindre 97 millions de barils par jour en 2016. Mais tous les spécialistes s'accordent à penser qu'elle ne montera pas jusqu'au ciel.

Certes, les pays émergents vont se montrer de plus en plus gourmands du simple fait de l'accroissement de leur parc automobile. En à peine six ans, la consommation de la Chine et de l'Inde a explosé de 30 % ! L'Afrique, dont la population doit bondir de 50 % d'ici 2050, va elle aussi se montrer assoiffée. Mais comme, de leur côté, les pays occidentaux, et notamment l'Europe, vont réduire leur consommation grâce à la voiture électrique, le marché finira par s'équilibrer. « La demande devrait se stabiliser autour de 110 millions de barils par jour et commencer à baisser ensuite, peut-être vers 2040 », prévoit Guy Maisonnier, économiste à l'IFP Energies nouvelles.

Document 2

OPEP

Dans le secteur économique, le pétrole constitue la matière première incontournable puisqu'il assure le bon fonctionnement de l'agriculture, des transports, des industries et bien d'autres. C'est pour cette raison qu'il est très échangé partout dans le monde avec ses dérivés, tels que l'essence, le gazole, le fioul...

Les principaux pays producteurs de pétrole proviennent généralement du Moyen-Orient (pays de l'OPEP notamment) et de l'Amérique du Nord.

Depuis plusieurs décennies, la cadence de production de pétrole dépend particulièrement des décisions régulatrices de l'OPEP*, l'« Organisation des pays exportateurs de pétrole », au premier rang desquels figure l'Arabie saoudite. L'OPEP, créée en 1960, se réunit régulièrement pour définir les quantités de production en nombre de barils journaliers dans les pays membres de l'organisation, régulant ainsi de manière significative une part importante la production mondiale et influençant le prix de cette matière première. La Russie n'appartient pas à l'OPEP mais à l'OPEP+, elle est donc un partenaire privilégié de l'OPEP.

...